



La Commune



La débandade - saison 2

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 68 – mercredi 10 octobre 2018

L'affaire Benalla, nous avait-on assuré, n'était qu'une tempête dans un verre d'eau, un fait divers d'été. Et pourtant, nous assistons en ce moment à la réplique de ce premier tsunami politique. Le poisson pourrit par le « Colomb », pourrait-on dire. Ce gremlin a vieilli plus vite que son ombre, semble-t-il. Il a « imposé » sa démission au Tyranneau qui sombre plus encore dans le ridicule ou, comme le titre Le Parisien, dans le psychodrame. Un peu de crise politique nous éloigne de la crise sociale, beaucoup de crise politique nous en rapproche. Tous en sont frappés, comme de la peste. Les Oppositions en sont atteintes de plein fouet. Tétanisées et au bord de la dislocation. Mais, au fait, au-delà des petites et grandes phrases, à quoi s'opposent-elles donc ? Nous sommes entrés dans une situation insolite et « volatile », insaisissable, même... Il n'y a, pour ainsi dire, plus de gouvernement en France.



Contenu

Reddition sans condition de Macron. Dégage !

« Il a défié l'autorité du Président »

Une situation insolite

LAURENT OUTÉ !

Ne plus subir le syndicalisme d'accompagnement - Retour au syndicalisme de revendication !

- RETRAITE PAR POINT ET REGIME UNIVERSEL - NO PASARAN
- LIQUIDATION DE L'ASSURANCE-CHOMAGE - NO PASARAN
- ABOLITION DES REFORMES
- PLACE AUX REVENDICATIONS VITALES - POUR LES SALAIRES, LES PRIMES ET POUR L'EMPLOI

Dernière minute

Plus longtemps on comprime le ressort de la colère, plus sa détente promet d'être cinglante. Les dirigeants nationaux des centrales syndicales le comprennent-ils ?

Pourquoi devraient-ils se rendre à la convocation du Pouvoir sur « le dossier des retraites » le 10 octobre ?

Qui les y oblige ?

Qu'est ce qui empêche Martinez de dire : *retraites pas points, pas question !* »? *Ce n'est pas négociable ?*

Qu'est ce qui le dissuade de dire : *Assurance-chômage, pas touche ?*

Nous faisons nôtre, ce propos d'une militante syndicaliste, sur les réseaux sociaux :

« Mon syndicat, la CGT, doit cesser de discuter avec un gouvernement qui nous a déclaré la guerre ! Guerre économique et sociale . »

Cette syndicaliste de terrain a raison : nous sommes toutes et tous en état de LÉGITIME DÉFENSE

Oui, l'arrêt du dialogue avec le Précieux Ridicule, à moitié détrôné, est la première mesure d'ordre à prendre.

En effet, dialoguer sur « mesures » avec Macron-les-Réformes, au moment où son Etat-major se délite, ne peut que l'aider à rester en place et à continuer ses basses œuvres anti-ouvrières et antidémocratiques.

Les Opposants qui, de Mélenchon à Brossat, en passant par Besancenot, refusent de prendre position pour la destitution de Macron, devraient mesurer ce qui pourrait arriver Macron tient jusqu'en 2022 : un gouvernement « national-populiste », par exemple.

Le problème n'est pas « ce qui pourrait arriver, dans quatre ans », mais ce qui arrive en ce moment-même.

Ce qui arrive, c'est la chute sans fin de la bande à Macron, les sérieuses difficultés qu'elle éprouve à se remanier. Les événements politiques de la semaine écoulée marquent un palier dans cette « descente aux affaires » du despote allumé.

Reddition sans condition de ce réformateur absolutiste en déroute politique ! Voilà la seule ligne d'action qui permette de lui faire face. Dit autrement : **MACRON, DÉGAGE !**

« Il a défié l'autorité du Président »



Madame Bachelot, qui n'est pas encore tout à fait tombée dans les oubliettes du régime, en est éberluée. Evoquant les turpitudes de Colomb, elle dit :

« **Il a défié l'autorité du Président** » - « *il s'est quand même très, très, très mal conduit* »². Sacrilège.

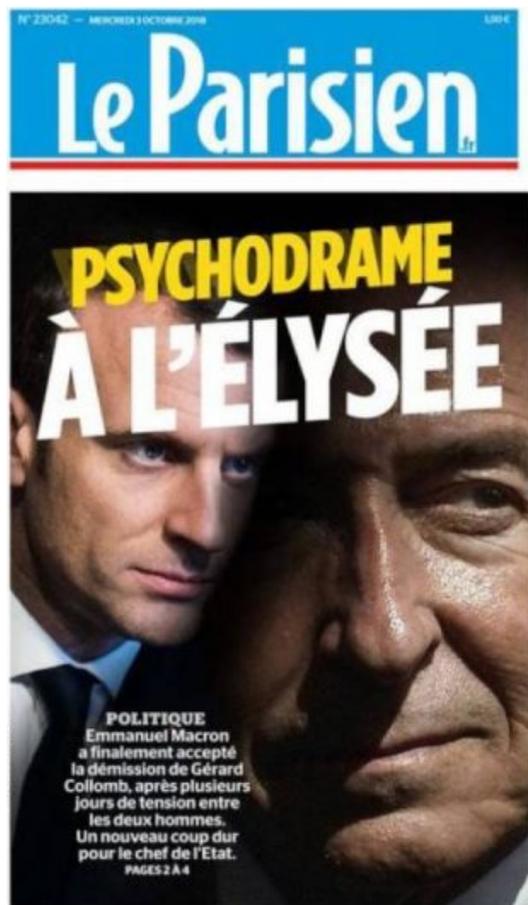
Au moment où la presse se presse d'annoncer « une crise politique majeure », ce gremlin répond : « *crise, quelle crise* » ?

« ***Crisis, what crisis ?*** » chantait le groupe ***Supertramp*** il y a quarante ans. Chante, cocotte !

Le 2 octobre, nous lisions dans Le Parisien :

« *Seize mois après l'instauration au Louvre d'un jeune président solide comme un roc, voilà que tout se délite et part en poussière, comme un palais miné par les maux de la vieille politique. Ses ministres poids lourds s'auto-démissionnent les uns après les autres, qui plus est en prenant de court le président et son Premier ministre qui apprennent la nouvelle en direct dans les médias. Un camouflet, une gifle d'une violence inouïe ! Même sous Hollande, brocardé pour son flou, on n'avait jamais vu cela. Il ne faut pas s'y tromper, c'est bien une crise politique majeure. Un ministère-clé pour la sécurité des Français, l'Intérieur, vacant, un gouvernement dont bien des membres ont la tête ailleurs pour cause d'ambitions municipales ou européennes, un président qui n'arrive décidément plus à imprimer sa boussole, à redonner du sens, à maîtriser les horloges. Ce sont les collaborateurs démissionnaires qui donnent le tempo. Contraignant désormais le chef de l'Etat, en cette rentrée calamiteuse, au remaniement permanent. Emmanuel Macron, fringuant, avait entamé sa conquête de l'Élysée en quittant Bercy à bord d'une vedette sur la Seine. Il ballotte aujourd'hui sur un bateau ivre* »³

Pourtant, voilà tout juste un an, Colomb piaffait : « *avec le président, on s'adore, on a une relation quasiment fusionnelle* »... Après la fusion, la confusion.



Ainsi, depuis le début du semblant de règne de Macron, 7 ministres ont démissionnés, les uns, « pour Affaires » et les autres, tels des rats quittant le « bateau ivre ». Colomb voit-il sa démission refusée par le Précieux Ridicule ? Il la « maintient ».

Dans la hiérarchie classique de l'Exécutif, le ministre de l'Intérieur (et des Cultes) est le n°3. Celui-là préfère donc son réduit lyonnais à la fonction de Premier flic de France, plutôt mal aimé de la Police nationale.

Un autre a préféré se retrancher dans un autre pays, ancien ministre de l'Intérieur lui aussi, et Premier ministre. Macron avait omis de l'appeler dans son gouvernement ou à un poste avancé de LaRem.

Une situation insolite

Paradoxe apparent, les Oppositions homologuées, à commencer par le Premier opposant, sont prises dans la même tourmente et connaissent les affres de la décomposition. La France insoumise, sous la férule des Mélenchon- Corbières et autres parvenus, ressemble, vu de l'extérieur, à une marque de lessive.

Le parti « les républicains » est un amas hétéroclite de « centristes de droite » et de « droitistes de droite ». Dans ce cloaque, le FN relooké en Rassemblement national peine à trouver une posture « populiste », au-delà de la xénophobie. Comme tous les euro-frigides, ces gens-là ne veulent pas sortir de l'Union européenne.

Pour une situation inédite, c'est une situation inédite !

Ceux qui pensaient que l'effondrement des partis était le début d'un « nouveau monde » qui « débloquerait la société française », remplacerait la lutte des classes par « l'intérêt général humain » ressemblent désormais à des poules (ou des coqs) qui auraient trouvé un couteau. Ils retrouvent goût à la « tambouille ». La roue tourne de plus en plus vite, les girouettes aussi. En guise de hochet, ils peuvent jeter leur dévolu sur les élections dites « européennes ».

Le grand Mélenchon qui pensait fédérer le peuple ne fédère même pas la France insoumise, pas plus que ses seconds couteaux, il peut encore moins « fédérer » ce qu'il reste de la gauche apprivoisée. Il éructe, comme à l'accoutumée, mais cet effet de manche ne crée plus la surprise.

LAURENT OUTÉ !

Que dire de Pierre Laurent, mis en minorité ce vendredi 5 octobre, par les adhérents du parti communiste qui connaît depuis 25 ans, une dissolution rampante et qui paie le prix de son alliance avec Mélenchon qui s'est servi du Parti communiste comme d'un marché pied pour se hisser haut avant de lui promettre la mort et le néant.

Ce qui prime, ce n'est pas cette crise politique majeure mais le fond social de cette crise :

Les seuls « progrès » enregistrés sont ceux de l'appauvrissement de la masse de la population, artisans et commerçants de proximité compris et ceux de la déréglementation chaotique, du chômage que le travail précaire ne « juggle » pas mais attise.

Viennent les remèdes à la Diafoirus : grâce à la baisse voire la suppression de cotisations sociales, on vous « rend » du pouvoir d'achat. Qui peut croire de telles balivernes, sinon ceux qui les annoncent ?

Autres « progrès » notoires : l'augmentation du nombre de personnes sans domicile fixe, sans domicile personnel, qui « squattent » au jour le jour et sont expulsés - trêve hivernale ou non, pour démolir des pâtés de maisons ou des îlots entiers et ceux qui, malades, meurent dans la rue, au cours de leur chimiothérapie. Tandis que les services sociaux sont saturés, en panne d'effectifs conséquents, soumis à la politique du chiffre.

Ne plus subir le syndicalisme d'accompagnement – Retour au syndicalisme de revendication !

La crise sociale se nourrit aussi des « résultats » du syndicalisme d'accompagnement qui ne dit pas son nom mais n'en dénature la pas moins la CGT. Martinez cherche obstinément à trouver sa place dans le « dialogue social » sur. Les cheminots voient l'effet concret de ce « syndicalisme » dit de « propositions ». (Voir à la suite de cet article, la tribune libre d'un syndicaliste cheminot gréviste du printemps).

Le mélange détonnant : crise politique multipliée par la crise sociale, créé un vide apparent. S'il n'y a plus de partis qui parlent au nom des salariés et de la population qui souffre, si les porte-paroles centraux des confédérations syndicales n'illustrent pas la défense des intérêts matériels et moraux des salariés, au moment où le Pouvoir se délite, que risque-t-il d'arriver ? Pour nous, ***La Commune - pour un parti des travailleurs***, la crise générale sociale et politique, est propice à une irruption, pour ainsi dire volcanique, de toute la colère accumulée, du refus de continuer à perdre « ce que l'on a », conquêtes et acquis, du refus de la mise en pièce des conditions de vie et de travail, de salaire et de logement.

Les têtes de la CGT, en première ligne actuellement, pour négocier et faire avaler les reculs sociaux, n'auront alors aucune autorité pour « encadrer » et « canaliser » un mouvement social soudain. Ils auront semé la défiance dans leur sillage, d'abord parmi les syndicalistes de terrain. La peur du vide (politique) les pousse à vouloir préserver Macron. Cette peur du vide les entraînera dans le vide qu'eux ont créé, en refusant d'organiser la riposte.

Aussi bien, dans une situation aussi insolite, le besoin d'une organisation, mouvement, parti de lutte de classes, de rupture complète avec le Pouvoir, de refus des « réformes », de regroupement autour des revendications vitales, va se faire jour. C'est ce besoin-là que nous cherchons à encourager, parmi les syndicalistes, parmi les sans-parti, parmi les abstentionnistes et parmi les militantes et militants qui aspirent à une société affranchie de l'exploitation et de toutes les oppressions, à la liberté la plus complète.

Dans l'immédiat, la simplicité, sans laquelle il n'y a pas de fermeté et de « ***on lâche rien*** » qui tienne, c'est :

- **RETRAITE PAR POINT ET REGIME UNIVERSEL – NO PASARAN**
- **LIQUIDATION DE L'ASSURANCE- CHOMAGE – NO PASARAN**
- **ABOLITION DES REFORMES**
- **PLACE AUX REVENDICATIONS VITALES – POUR LES SALAIRES, LES PRIMES ET POUR L'EMPLOI**

Dernière minute

A l'heure où nous bouclons, nous apprenons que les manifestations de ce mardi 9 octobre ont mobilisé 50000 personnes à Paris. Et 500 000 dans toute la France.

Ces manifestations ont été propices aux violences policières de l'Etat.

S'agissant des grèves dans la fonction publique et la SNCF, nous attendons des chiffres plus solides que ceux communiqués par BFM-TV.

La veille, Martinez déclarait au Figaro que « *la CGT a un retard d'implantation dans le Privé : nous sommes présents dans moins d'entreprises que la CFDT* »⁴, un aveu fait au journal de nos ennemis de classe de la Droite la plus droite ! A qui la faute, Martinez ? Certainement pas aux militants, aux cadres des Unions locales et Unions départementales, certainement pas aux syndiqués, certainement pas aux salariés !

La faute à ce **syndicalisme frelaté** que Martinez incarne aujourd'hui CONTRE les bases de la CGT.

le 10 octobre 2018

2 <https://youtu.be/kaB6CogvxSQ>

3 Edito électronique d'Henri Vernet -

de Henri Vernet

4 <http://www.lefigaro.fr/social/2018/10/07/20011-20181007ARTFIG00163-philippe-martinez-notre-objectif-c-est-de-cristalliser-les-mecontentements.php>

Modifié le mercredi 10 octobre 2018

Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>